

# COMBAT OUVRIER



Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire  
en Martinique et en Guadeloupe  
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe  
Pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale

Supplément au mensuel

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE PARAIT MERCREDI & SAMEDI

SAMEDI 25 JANVIER 1975

PRIX : 0,30 F

## EDITORIAL

### AUX ABYMES : LA VOIX D'UNE TRAVAIL- LEUSE RÉVOLUTIONNAIRE

C'est, comme prévu, le mardi 21 que c'est tenu en Guadeloupe, le meeting de Combat Ouvrier avec la participation d'Arlette Laguiller, à la Salle des Fêtes des Abymes. Celle-ci était pleine à craquer, et c'est près de 1500 personnes, dont l'immense majorité était constituée de travailleurs et de jeunes, qui étaient venus entendre notre camarade. Beaucoup n'avaient pas hésité à effectuer des déplacements assez longs, puisque l'on pouvait voir aussi bien des travailleurs de Capesterre, que de la région du Lamentin, de Sainte-Rose ou de Morne-à-l'Eau. Tous espéraient retrouver la femme, la travailleuse, la révolutionnaire, qui lors des élections présidentielles avait su dénoncer sans détour l'exploitation éhontée dont sont victimes les travailleurs, celle qui fustigeait l'oppression coloniale que subissent nos pays depuis 3 siècles, celle qui avait su exprimer l'aspiration de centaines de milliers de travailleurs à briser leurs chaînes et à prendre en mains leur propre destinée.

Ceux qui assistèrent, ce mardi soir, à l'intervention de la camarade Arlette, ne furent pas déçus dans leur attente. Après l'introduction d'un de nos camarades, elle prit en effet la parole, et, d'emblée, aborda les problèmes essentiels qui se posent aux travailleurs de nos pays. Dénonçant sans équivoque les méfaits de l'oppression coloniale, la répression qui s'exerce quotidiennement, elle fut particulièrement applaudie lorsqu'elle évoqua les massacres de Pointe-à-Pitre de 1967, et les deux morts sur l'habitation Chalvet l'année dernière en Martinique. Elle parla du racisme et des difficultés que doivent affronter nos frères et nos soeurs exilés en France, de la duperie de la prétendue "départementalisation". Elle rappela la misère, le chômage, les bas salaires, la cherté de la vie, les difficultés auxquelles sont en butte les petits planteurs.

Elle réaffirma la solidarité des révolutionnaires français avec tous ceux qui luttent pour la liberté des Antilles, en montrant que le fait que nos pays ne soient pas indépendants économiquement ne justifiait en rien la présence des forces de répression coloniales, ni que l'on décide de notre sort à 7.000 km.

(Suite au verso)

## FACE AU CHOMAGE :

### EXIGEONS des mesures sérieuses

Lors de sa dernière session, le conseil général a été appelé à donner son avis sur un projet de loi visant à maintenir les allocations familiales aux travailleurs "involontairement" privés d'emploi. C'est-à-dire qu'avec cette loi si elle est votée, il sera toujours facile au gouvernement des patrons de trouver des arguments pour transformer les travailleurs licenciés en travailleurs ayant volontairement quitté leur emploi. Mais ce projet est encore plus limité ; en effet, pour bénéficier des allocations familiales, il faudra avoir travaillé pendant 150 jours durant l'année civile précédant la date de licenciement.

Dans notre pays de chômage et de "jobs", combien de travailleurs pourront avoir ces 150 jours ? Face à cela, les syndicats ont demandé que soient comptés 100 jours pour l'agriculture et 130 jours pour le commerce et l'industrie,

et ceci non pas pendant l'année civile, mais pendant les 12 mois pleins qui précèdent la mise au chômage.

Bien sûr, cela permettrait à quelques travailleurs de plus de bénéficier des allocations familiales, mais en fait en faisant ces propositions, les syndicats acceptent de rentrer dans le jeu du gouvernement colonialiste qui veut instituer le chômage ici et ne lâcher que quelques misérables niottes sans régler en rien les véritables problèmes. Si les travailleurs veulent vivre décemment et dignement, ils devront se mobiliser pour exiger la répartition du travail entre tous sans diminution de salaire et obliger le gouvernement à mettre sur pied une politique de grands travaux utiles à la population. Alors il y aura du travail pour tous, et des allocations familiales pour tous.

### MARTINIQUE : CONFÉRENCE DE PRESSE D'ARLETTE

La conférence de presse de notre camarade Arlette s'est tenue jeudi matin au théâtre municipal de Fort-de-France en présence des représentants de la presse martiniquaise. Arlette Laguiller brossa un tableau de la situation internationale, situation marquée par la crise économique qui se développe, engendrant ici une hausse des prix incessante et une aggravation du chômage.

Contre ces deux fléaux qui s'abattent sur la classe ouvrière, notre camarade Arlette appelle les travailleurs à refuser de faire les frais de la crise en imposant aux patrons l'échelle mobile des salaires et la répartition du travail entre tous, avec diminution du temps de travail sans diminution des salaires.

En ce qui concerne la Martinique, Arlette Laguiller dénonça la politique de départementalisation. En effet, au niveau des lois sociales, il existe des inégalités flagrantes qui font que les Antillais ne bénéficient pas de toutes les lois sociales en vigueur en France. Ajouté à cela, le chômage chronique qui touche une fraction très importante de la population. Et notre camarade de conclure que contre cela "il n'est pas étonnant que beaucoup d'Antillais luttent pour l'autonomie ou l'indépendance.

Enfin, notre camarade répondit aux nombreuses questions des journalistes qui assistaient à cette conférence.

### JARDIN-BILLARD (TROIS ILETS)

LES OUVRIERS EN LUTTE

Il n'y a pas bien longtemps que Jardin-Billard a commencé un grand hôtel à la Pointe aux Trois-Ilets. Le chef de chantier avait promis à tous ceux qui venaient demander du travail que s'ils passaient le 20 janvier, ils pourraient être embauchés. Mais la direction a décidé de donner tout le bâtiment à des entreprises sous-traitantes, ce qui a créé de vives protestations parmi les travailleurs.

Ainsi, dès le jeudi 23 au matin, ils ont décidé d'arrêter le travail pour empêcher cela. Il est intolérable que le travail du chantier soit donné à d'autres entreprises, alors que les ouvriers de Jardin-Billard sont mis au chômage. Il nous faut coûte que coûte obliger Jardin-Billard à réembaucher ses ouvriers, au lieu de travailler avec des entreprises sous-traitantes.

### MANIFESTATION CONTRE LA REPRESSION EN GUYANE.

A l'appel de plusieurs organisations, en particulier du GRS, et de Combat Ouvrier, une manifestation contre la répression en Guyane s'est déroulée le jeudi 22 janvier à Fort de France. Environ 150 personnes manifestèrent dans les rues aux cris de :  
A BAS LE COLONIALISME !  
LIBERTÉ EN GUYANE !

# RACISME AU CENTRE HOSPITALIER

(FORT - DE - FRANCE)

Mercredi 15 Janvier, un cas flagrant de racisme a été découvert à la maternité de REDOUBE. Il s'agit d'une lettre qu'une infirmière, travaillant au service "chirurgie infantile" adressait à ses parents et dans laquelle des propos racistes ont été trouvés.

Ainsi elle disait qu'elle "emmerdait les nègres", "que la Martinique était un beau pays, gâché par des habitants analphabètes et qu'il aurait mieux valu que ce pays soit peuplé de français".

Nous ne pouvons pas tolérer les racistes parmi nous, travailleurs. Mais cette manifestation de racisme ne doit pas surprendre au Centre Hospitalier de Fort-de-France. C'est le fruit de la politique raciste de la direction en matière d'embauche. En effet le centre recrute régulièrement des infirmières par le biais de petites annonces dans des

revues spécialisées qui n'arrivent pas aux Antilles. Et elle peut d'autant mieux appliquer cette politique qu'elle refuse de former plus de 20 à 30 infirmières par an. Ceci pour un centre qui emploie plus de 1400 personnes. En embauchant du personnel français au lieu d'en former plus aux Antilles, c'est un choix politique que fait la direction aux ordres du gouvernement colonialiste : former une couche de travailleurs français privilégiés aux Antilles, pour pouvoir s'en servir contre la population, si besoin est, comme ce fut le cas en Algérie. Il appartient aux travailleurs de faire échouer cette politique en exigeant en priorité la formation et l'embauche de personnel antillais au Centre Hospitalier de Fort-de-France.

Revenant aux problèmes des travailleurs en rapport avec la crise actuelle, elle montra la nécessité d'établir le contrôle des travailleurs sur les livres de comptes des patrons, seul moyen d'éviter que les travailleurs fassent les frais de la crise.

Tout au long de son intervention, elle fut chaleureusement applaudie, et c'est aux accents de l'Internationale que se termina le meeting.

La Camarade n'a pas fait de promesses. Et pourtant, elle a fait d'avantage, en rappelant aux travailleurs qu'ils ne doivent compter que sur eux-mêmes ; que s'ils le veulent, ils peuvent en finir à jamais avec cette société pourrie, et prendre en mains leur destin. Et par sa seule présence, elle nous rappelait aussi que dans cette lutte, nous n'étions pas isolés ; que de par le monde, il y avait d'autres exploités, d'autres opprimés, qui menaient aussi le combat contre le capitalisme. Et que là résidait notre espoir : en l'existence de travailleurs révolutionnaires à l'influence encore restreinte, certes, mais réelle, et qui par delà les frontières oeuvrent à restaurer la solidarité internationale de la classe ouvrière, qui pourra seule assurer sa victoire sur le capitalisme.

## BANANE

Le Mercredi 22 Janvier, Arlette LAGUILLE a eu un entretien avec des travailleurs de la banane : elle voulait savoir à travers cet entretien quels sont les problèmes les plus préoccupants pour les travailleurs de ce secteur de l'économie de la Guadeloupe, le second par son importance pour les exportations.

La discussion s'engagea surtout sur la mauvaise organisation des travailleurs, l'absence de toute vie syndicale, et la condition des femmes travaillant dans la banane. Les travailleurs présentèrent lui apprirent que sur certaines plantations on licencie en douceur, sur d'autres les propriétaires n'accordent que deux à trois jours de travail par

## ARLETTE DISCUTE AVEC LES TRAVAILLEURS.

semaine, des fois même un jour seulement. Ce qui fait des salaires variant de 60 à 90,00F pour des familles de plusieurs enfants. Cette situation a entraîné par ci par là, des mouvements de grève ou de protestation. C'est donc que la combativité est grande. Mais face à cela le responsable CGT ne fait rien pour organiser une riposte d'ensemble des travailleurs. Il va même jusqu'à déconseiller de se battre pour des augmentations de salaire en disant qu'il vaut mieux se battre pour obtenir du travail. Concernant la vie syndicale, aucune réunion de syndiqués n'a eu lieu depuis Avril dernier, ni de réunions par plantation. La Camarade Arlette leur expliqua que les problèmes concernant les syndicats étaient les mêmes en France. Très peu, ou pas de réunion de syndiqués, présence de bureaucrates syndicaux qui veulent tout décider à la place des travailleurs. Qu'en tant que militante syndicaliste, elle avait eu à s'affronter à ces bureaucrates, notamment au cours de la grève de deux mois des employés du Crédit Lyonnais.

Pour conclure, elle expliqua que la meilleure façon de lutter à la fois contre les bureaucrates et contre les patrons est que tous les travailleurs participent à l'élaboration de toutes les décisions prises en leurs noms ; que les délégués ne prennent jamais de décision sans l'avis et l'accord des autres travailleurs. C'est là la meilleure garantie de succès des différentes luttes.

## MARTINIQUE - VIZIOZ

COMBAT OUVRIER invite les jeunes, les étudiants et les travailleurs à un exposé débat à l'Institut VIZIOZ, le Mercredi 29 Janvier.

Thème : "LE TIERS MONDE".

Directeur de Publication : M.E. ZEZOR  
Commission paritaire n° 51.728  
Ronéo du journal : Pointe-à-Pitre  
Correspondance : Gérard BRAUJOUR  
BP. 214 P.à.P.  
BP. 386 F.d.F.  
Supplément au n° 45

## LES "ALLOCUTIONS FAMILIALES" OU "GISCARD AU COIN DU FEU"

Jeudi 23 Janvier, sur les ondes de la radio et de la télévision, Giscard d'Estaing effectuait sa deuxième prétendue "rencontre au coin du feu" avec les Français. Et si aux Antilles on ne nous verbaux toujours pas les mêmes allocutions qu'en France, on peut dire que pour ce qui est des allocutions et autres discours, ils nous sont déversés largement, et plutôt deux fois qu'une.

Nous avons donc pu entendre pendant près de deux jours les lucubrations du chef de file de la bourgeoisie française. Comme on avait déjà pu le constater, Giscard tente de faire avaler aux travailleurs les diverses restrictions, non par la manière forte, mais par la persuasion, en "dialoguant" avec eux. Mais si notre vedette actuelle a choisi le style du chanteur de charme, la chanson reste en gros la même que celle de ses prédécesseurs : il s'agit, pour redresser l'économie française, de "faire des sacrifices". Comme de bien entendu, mais il ne précise pas, ce seront encore les travailleurs qui feront les sacrifices, et l'économie des patrons qui en bénéficiera. L'exemple de CITROËN, qui vient de recevoir une aide considérable de l'Etat après avoir licencié environ 10000 ouvriers, était à cet égard particulièrement significatif. Et ce n'est pas un hasard si Giscard a tenté si longuement de justifier ce soutien d'un patron avec l'argent des contribuables. C'est, rappelons-le, 100 milliards d'anciens francs qui ont été avancés à Citroën... c'est-à-dire que pour chaque ouvrier licencié, Citroën a reçu 10 millions AF !

Face à de telles réalités, aucun des arguments de Giscard ne peut faire illusion. Et toutes ses méthodes démagogiques ne parviendront pas à faire oublier aux travailleurs qu'il dévore le gâteau des intérêts des patrons, et que seule une lutte sans merci permettra d'éviter que les travailleurs fassent les frais d'une crise dont ils ne sont pas responsables.

## MAISON de l'ENFANCE

UNE DUPERIE QUI SE REVELE !

A la Maison Départementale de l'Enfance, aux Abymes, de nombreux travailleurs qui souvent occupent leur poste depuis des années, ne sont pas titulaires. Comme ils avaient vigoureusement protesté, l'administration s'était sentie obligée de faire au moins semblant de leur accorder satisfaction. Elle leur avait proposé de passer un examen qui, leur avait-on assuré, ne serait qu'une "formalité". Cela avait tout d'un piège, car en quoi un examen se justifiait-il pour prouver l'aptitude de travailleurs à des fonctions qu'ils occupent depuis des années ?

Malgré cela, les camarades concernés acceptèrent. Ces jours-ci les résultats ont été affichés, confirmant toutes nos craintes.

En effet, plusieurs de nos camarades ont prétendument "échoué", alors qu'ils ont fait la même chose que les autres. Et curieusement, ceux qui ont "réussi", sont pour la plupart ceux que la directrice comptait proposer.

C'est là un fait scandaleux : si l'administration nous emploie depuis si longtemps, c'est que nous sommes qualifiés et nous devons donc être titularisés. Les patrons (ici l'administration) proposent des "arrangements" aux travailleurs, c'est toujours pour essayer de les tromper. Nous devons refuser les prétendues "formalités" et exiger des décisions claires et nettes. Faute de quoi, la lutte doit être poursuivie.